



Achats
&
Services de l'Etat
11.10.2017

Les achats en région domaines, organisation, programmation

Josiane CAZENAVE-LACROUTS

Directrice

Plate-Forme Régionale Achats Nouvelle Aquitaine

PFRA



Les achats en région

domaines, organisation, programmation

Mesures prises pour faciliter l'accès des marchés aux PME
(allotissements, évolutions réglementaires...)

Comment faire plus ou mieux ?

Les domaines

- La maintenance dans le domaine de l'immobilier **mais pas seulement**
- Les prestations intellectuelles
- Les travaux (Assistance à maîtrise d'ouvrage ou Assistance opérationnelle)
- Tout achat « mutualisable » issu de la programmation 2017-2019

Quelques pistes

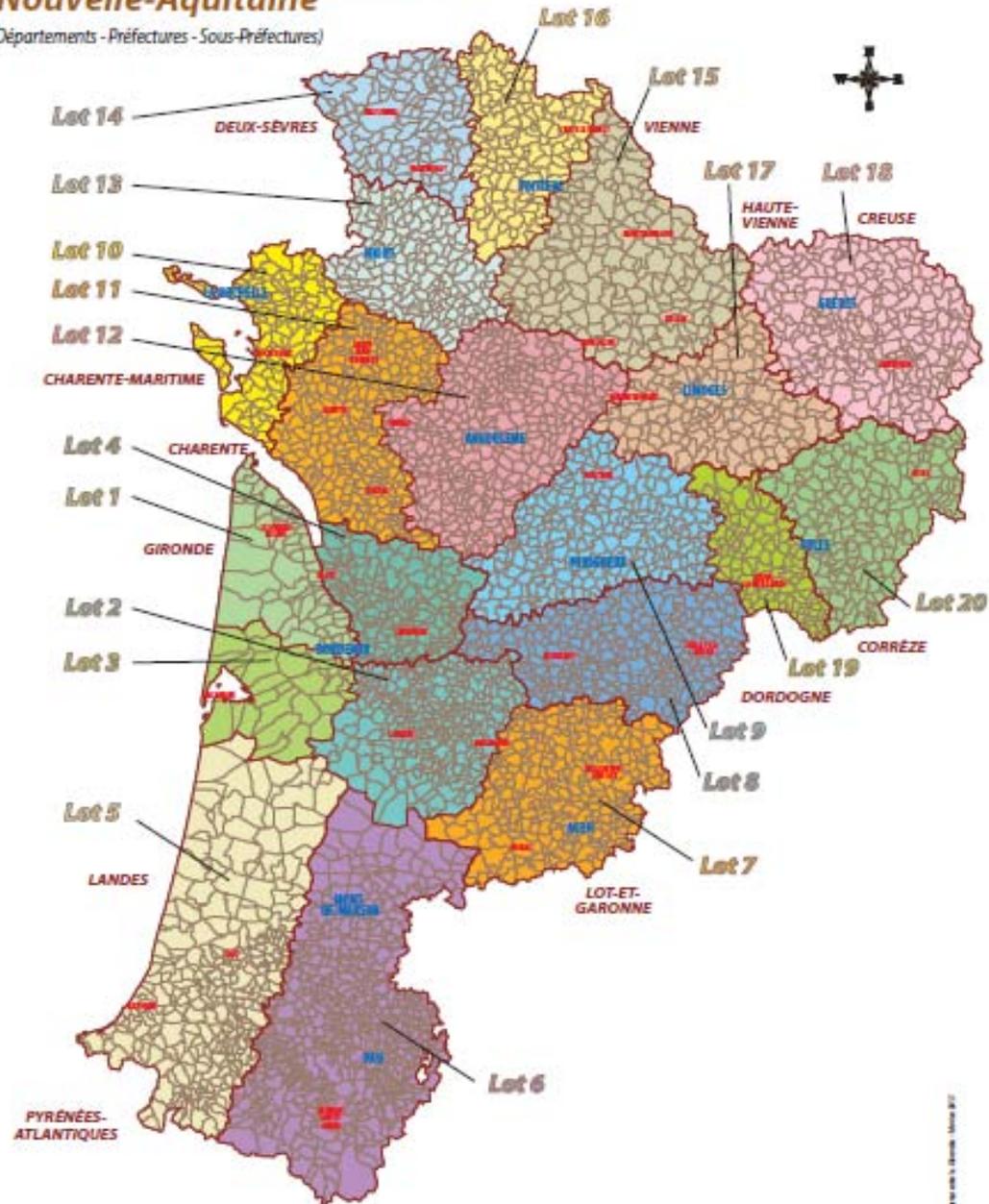
- L'allotissement : il permet d'assurer une prestation au plus près des services.
- Il doit faciliter
- l'accès des PME à la commande publique : allotissement géographique minima de 20 lots
- Rédaction d'un fil conducteur posté sur PLACE : Fiche « A LIRE EN PRIORITE »
- Les marchés publics simplifiés et l'absence d'obligation de signature électronique
- Un mémoire technique simplifié
- Actions de sourcing et de retour d'expérience sur les marchés
- Diffusion en amont des publications d'une information via les chambres des métiers, CCI, fédérations (en complément des obligations réglementaires de publicité)
-

Les achats en région

Exemple d'allotissement géographique

Carte des lots Accord Cadre ELI Nouvelle-Aquitaine

(Départements - Préfectures - Sous-Préfectures)



Les achats en région recommandations

RECOMMANDATIONS AUX CANDIDATS

Cette fiche de recommandations a pour seule vocation de vous faciliter la prise de connaissance des différents fichiers du dossier de consultation

Vous êtes intéressé par la consultation relative à

LA MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Il n'est pas nécessaire de télécharger d'emblée, l'intégralité du dossier de consultation.

Comment gérer la consultation des fichiers mis en ligne pour cet accord-cadre ?

1 – Vous souhaitez connaître le contenu des prestations attendues par le pouvoir adjudicateur:

→ Téléchargez le CCP et lisez la partie II-clauses techniques.

2 – Vous souhaitez avoir des renseignements sur cet accord-cadre : durée, :

→ Lisez la partie I-clauses administratives du CCP.

3 – Vous êtes susceptible d'intervenir sur un périmètre géographique déterminé, voire sur tous les lots géographiques :

→ Téléchargez le fichier CCP annexe 3-lots qui précise les lots géographiques (nom, nombre de sites) + le fichier CCP annexe 4-cartographie des lots qui vous permet de mieux visualiser le périmètre des lots.

Après cette première phase de consultation, vous avez décidé de présenter une offre.

→ Téléchargez le RC (règlement de la consultation) pour connaître les conditions de constitution et de remise des offres.

Vous allez maintenant consulter les fichiers nécessaires à l'établissement de l'offre et compléter les documents qui vous sont proposés.

Précisons sur quelques éléments constitutifs de l'offre :

1- Vous pouvez présenter une offre sur un ou plusieurs lots géographiques

→ vous cochez sur l'Acte d'Engagement le ou les différents lots sur lesquels vous présentez une offre,

Les achats en région

Programmation

La programmation de la PFRA de Nouvelle-Aquitaine issue

- Des renouvellements, de l'extension de l'offre
- Des besoins des services actualisés en cours d'année
- Des segments fléchés par la Direction des Achats de l'État
- Des besoins identifiés dans d'autres régions
- → Une obligation vis à vis des entreprises : tenir cette programmation à jour

Matériel informatique	SUPPORT ET MAINTENANCE MATERIEL IT(autocommutateurs)	R 2018
Affranchissement et expédition	Prestation courses et tournées collecte courrier	2018
Transport de biens et logistique	Prestations de logistique (manutention et gestion stock)[archives]	2017
Transport de biens et logistique	Transport de fonds et d'objets d'art (ex PG 05,06,01)	R 2018
Prestations intellect travaux	Prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMOA)	2019
Prestations intellect travaux	Prestation de maîtrise d'œuvre (MOE)	2019
Prestation de services bâtiments	Entretien espaces verts et extérieurs (ex IM 04,03,02)	2017
Prestation de services bâtiments	Dératisation, désinfection, désinsectisation	2018
Presta maintenance et répa tech	Maintenance instal électr (courant faible et fort, HT-BT)	2018
Presta maintenance et répa tech	Maintenance chauffage, ventilation, climatisation(CVC)	2018
Presta maintenance et répa tech	Maintenance plomberie et assainissement intérieur	2017
Presta maintenance et répa tech	Maintenance ascenseur, monte charge, escalier mécanique	2019
Presta maintenance et répa tech	Maintenance appareil de levage lourd (élévateur, plateforme)	2018
Presta maintenance et répa tech	Maintenance portes et portails	R 2017
Presta maintenance et répa tech	Maintenance instal système de sécurité incendie(SSI)	R 2017
Presta tvx récurrent bât	Petits travaux de métallerie et serrurerie	R 2017
Presta tvx récurrent bât	Petit travaux de menuiserie (bois, aluminium, PVC)	R 2017
Presta tvx récurrent bât	Petits travaux de peinture et revêtements (sols et murs)	R 2017
Presta tvx récurrent bât	Petits travaux de maçonnerie et cloisons	R 2017
Presta tvx récurrent bât	Petits travaux de couverture étanchéité maintenance	2017
Matériel communication	Cadeaux et objets promotionnels	2019
Prestation communication	Prestations événementiel	2019
Impression, reprographie	Services externalisés de repro (SOLIMP hauts volumes)	2019
Prestations intellectuelles	Services de traduction, interprète	2020
Restauration et alimentation	Prestations de restauration collective	2019
Restauration et alimentation	Prestations de traiteur	2017
Restauration et alimentation	Maintenance matériel de restauration	2018

Vêtements et habillement	Services de blanchisserie (traditionnelle et industrielle)	2017
Autres prestations	Prestations d'intérim	2020
Prestation communication	Affichage et publicité légale (avis, publication)	2020
Prestations intellectuelles	Secrétariat sténotype	2020
Restauration et alimentation	Produits frais alim (viande, poisson, lait, fruit, légume)	2019
Restauration et alimentation	Épicerie et produits surgelés	2019
Restauration et alimentation	Boissons et produits relatifs au tabac	2019
Collecte et traitement déchets	Collecte, traitement déchet non dang, yc déchets indus banals	2018
Collecte et traitement déchets	Contenant et compacteur déchets	2018
Autres prestations	Services sociaux et d'assistance[crèches]	2018
Op de travaux indivi. bâtiments	Travaux de mise aux normes bâtiment	2017
Op de travaux indivi. bâtiments	Travaux de démolition et de déconstruction de bâtiment	2018
Op de travaux indivi. bâtiments	Travaux de dépollution, décontamination	2018
Transport de biens et logistique	Déménagement (agent et transfert service) et de garde meuble	2020
	Assurances bâtiments / patrimoine	2018
	Maintenance syst anti intrusion y compris vidéo surveillance	2017
	Certificats économies d'énergie	R 2017
Evolution maint ascenseurs	Diagnostic et travaux ascenseurs	R 2017
	Maintenance groupes électrogènes et onduleurs	2017
	Contrôle technique (idf : intégré dans AMOA ?)	2017
	Contrôles règlementaires et diagnostics (DTA)	2017
	Maintenance des défibrillateurs	2018
	Maintenance des traceurs	2019
	Habillement hors tenue	2017
	Recrutement de formateurs extérieurs	2018
	Postes de transformation électriques (en sites privés)	2017
	Groupes électrogènes, onduleurs	2017



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE



Direction des Achats de l'État



Achats
&
Services de l'Etat

Les achats en région
domaines, organisation, programmation

Fatima AZZAZ
responsable du pôle PME et Achats innovants



Le pilotage des achats de l'Etat et ses objectifs

La DAE, placée auprès du ministre chargé du budget, définit, sous l'autorité du Premier ministre, la politique des achats de l'Etat (hors de défense et de sécurité) et s'assure de sa mise en œuvre

- Sur des axes de performance règlementaires : économique, développement durable, accès des PME à la commande publique, diffusion de l'innovation

Opportunité pour les entreprises qui portent des solutions innovantes différenciées et intégrant de la création de valeur et de la transformation

- Avec des outils, méthodes et la formation/ professionnalisation des acheteurs de l'Etat et de leurs établissements publics
- Avec des indicateurs de performance

Les engagements pour les PME et ETI

- Des actions pour une augmentation significative du nombre de PME titulaires notamment de marchés régionaux
- Une politique générale d'allotissement pertinent
- L'animation du tissu local d'entreprises (fournisseurs actuels et potentiels de l'État),
étude de marchés et d'impact
- Nouveaux modes de contractualisation (PHASES DE NEGOCIATION)
- Des mesures de simplification
- La bourse à la co-traitance
- Des rencontres d'affaires, l'annonce des programmations
- La généralisation du sourcing en amont et des dialogues plus techniques et financiers en amont des appels d'offres
- Mieux disant
- Respect droit souple charte fournisseurs responsable et adhésion objet Pacte PME

Les cibles de l'achat innovant

■ Des actions spécifiques des acheteurs pour détecter et qualifier des solutions innovantes
TYPE D'INNOVATION BPI France

■ FRUGALE INCREMENTALE DE RUPTURE

■ DE PRODUIT DE SERVICE D'USAGE DE PROCEDURE

■ D'ORGANISATION de BUSINESS MODEL INNOVATION SOCIALE
ECOSYME DE L'INNOVATION

POIDS DE LA R & D / ECOSYSTEME DE L'INNOVATION

COMMERCIALISE DEPUIS MOINS DE 2 ANS

Les domaines d'activités concernées

Tous les groupes de marchandises, base globalité des dépenses annuelles des Ministères et de leurs EP :

IMMOBILIER CONSTRUCTION RENOVATION MAINTENANCE

INFORMATIQUE MATERIEL SERVICES PRESTATIONS

PRESTATIONS GENERALES

METIERS

Voir les feuilles de route des ministères

A quel stade la relation contractuelle ?

- Moins 25 000 euros, de gré à gré, avec publicité adapté : POC
- Si à des fins de recherche, marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence
- Partenariat d'innovation : si la solution n'existe pas sur le marché
- Procédure concurrentielle avec négociation, achat complexe, plusieurs solutions sont disponibles et il faut identifier la meilleure en coût global (phases : appel à candidature, sélection, remise du cahier des charges, négociation, remise dernière offre puis contractualisation -article 71 et suivants de la réglementation des marchés publics)
- Si preuve de l'exclusivité mais compliqué à démontrer > procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence

Les accompagnements au changement

- Pour les entreprises : Une plateforme dédiée à la facilitation de la rencontre PME/Administration pour les solutions innovantes :
<http://www.achatspublics-innovation.fr/>
- Pour les acheteurs : Accompagnement par des guides, des séminaires achats innovants de professionnalisation, un réseau social professionnel avec une communauté achats innovants, un guide sourcing en préparation pour les acheteurs de l'Etat
- Incitation pour l'adoption de plus de **cahiers des charges fonctionnels** permettant l'adoption de critères pour la comparaison transparente de performances et de niveau de réponse au besoin
- Nouveaux modes de contractualisation permettant la négociation



Direction des Achats de l'État

Le portail
des **Interministériel**
achats et de la Direction
des Achats de l'État

Direction des Achats de l'État



Le portail
des **Interministériel**
achats et de la Direction
des Achats de l'État

Adresse de l'extranet :

- Pour les ministères financiers : <http://dae.alize>
- Pour les autres ministères : <http://www.dae.finances.ader.gouv.fr>

Site internet : <http://www.economie.gouv.fr/dae>

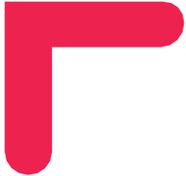


Achats & Services de l'Etat

Les achats en région Les clauses d'insertion

Maya MERCIER
facilitatrice
Maison de l'Emploi de Bordeaux





Les clauses sociales d'insertion et de promotion de l'emploi

Quels objectifs, quels marchés,
pour quels publics ?



Convention achats avec les Services de l'Etat
11 octobre 2017



Pourquoi les clauses sociales d'insertion ?

■ Tenir compte de La loi :

Depuis les années 90, le dispositif des clauses sociales d'insertion s'est développé dans les collectivités territoriales, il est applicable à l'Etat ainsi qu'aux établissements publics.

Ces entités publiques doivent, en effet, en application de la loi s'interroger sur la pertinence des clauses sociales d'insertion, lorsqu'elles élaborent leur besoin en matière d'achat public.

En application de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et du décret du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics, une clause sociale d'insertion est donc introduit lorsque cela est possible, dans les marchés de la PFRA.

■ Donner du sens à l'acte d'achat :

C'est dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre les exclusions, que la PFRA souhaite mettre en place ce dispositif de valorisation de l'insertion par l'activité économique dans ses marchés.

Ces clauses sociales d'insertion visent à promouvoir l'emploi des personnes rencontrant des difficultés d'insertion et à lutter contre le chômage.



Les dispositions de l'ordonnance et du décret en bref

Article 38 - L'insertion comme condition d'exécution du marché

L'entreprise adjudicataire doit réserver une part de ses heures de travail générées par le marché à des publics en parcours d'insertion. Le volume d'heures réservé à l'insertion varie entre 5 et 10 %.

Article 28 - Marché de services et de qualification d'insertion professionnelle

L'objet du marché est l'insertion de publics en difficulté. Les heures de travail seront un support à la démarche d'insertion et les personnes en poste bénéficieront d'un accompagnement spécifique.

Articles 38 + 52 - L'insertion comme critère de choix des entreprises

Cet article permet d'insérer parmi les critères classiques de sélection des offres (valeur technique, prix, délai de livraison) un critère de performance en matière d'insertion sociale et professionnelle de publics en difficulté portant sur l'encadrement des publics en insertion, l'accompagnement socioprofessionnel, la formation...

Articles 36 - Marchés réservés

36-1 Certains marchés ou certains lots peuvent être réservés à des structures accueillant des personnes reconnues handicapées : entreprises adaptées (EA), établissements de services et d'aide par le travail (ESAT).

36-2 Des marchés publics ou des lots peuvent être réservés à des Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE).



Comment sont dimensionnées les clauses sociales d'insertion ?

■ Repérage des marchés/lots supports à la clause sociale d'insertion

- Les marchés de prestations de service (collecte de déchets, logistique, déménagements, traiteurs, entretien de locaux, espaces verts...), de travaux (Construction de bâtiments, entretiens des équipements, TP...), de prestations intellectuelles (intérim, enquêtes,...) peuvent être concernés.
- Certains lots sont exclus pour des raisons de sécurité, de législation, de technicité. La faisabilité de la clause sociale d'insertion est étudiée pour chaque lot.
- Le choix définitif se fera sur les critères de : durée/montant de l'opération, technicité des travaux/prestations, public mobilisable et capacité des SIAE (Structures d'Insertion par l'Activité Economique).

■ Définition du nombre d'heures d'insertion demandé aux entreprises attributaires

- Calculé sur la base de la part de main d'œuvre, le mode de calcul est variable selon les secteurs concernés.
- En général, il est demandé aux entreprises de réserver à minima 5% des heures travaillées à du public en insertion.
- Pour les marchés à bons de commande, un nombre d'heures d'insertion est demandé par tranche de facturation.



Les clauses sociales d'insertion pour quel public ?

- Les demandeurs d'emploi de longue durée, inscrits à Pôle Emploi depuis plus d'un an,
- Les allocataires du Revenu de Solidarité Active demandeurs d'emploi,
- Les allocataires des minimas sociaux (ASS, AI, AAH et allocation d'invalidité)
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi
- Les personnes prises en charge par les Structures d'Insertion par l'Activité Economique, ainsi que des dispositifs particuliers EPIDE et Ecoles Deuxième Chance,
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois ET s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi
- Implicitement les participants des PLIEs et jeunes en suivi Mission Locale

L'éligibilité au dispositif des clauses sociales d'insertion est impérativement validée par le facilitateur en lien avec ses partenaires dont Pôle Emploi, préalablement à leur mise à l'emploi.

▪ *L'entreprise doit réserver un pourcentage des heures de travail généré par le marché à des personnes en insertion professionnelle.*

En revanche, l'entreprise peut demander que la personne en insertion connaisse les bases d'un métier et l'employeur n'est pas obligé de garder une personne qui ne respecterait pas les horaires, qui serait absente ou qui ne ferait pas correctement son travail.



Un guichet territorial au service des acteurs partenaires de la démarche

Assister les donneurs d'ordre

- Identification des marchés pouvant intégrer les clauses d'insertion
- Aide au choix des modalités d'insertion adaptées
- Quantification et qualification des objectifs d'insertion
- Aide à la rédaction de la clause
- Suivi des engagements d'insertion

Informier et accompagner les entreprises

- Information sur le dispositif et l'offre locale d'insertion
- Aide aux choix des modalités d'insertion et à la concrétisation de l'engagement
- Mobilisation des outils et des services facilitant le recrutement des candidats
- Suivi de l'engagement

Mobiliser les acteurs de l'emploi, de l'insertion, et de la formation

- Repérage et sélection du public éligible aux clauses
- Gestion des offres d'emploi et des candidatures
- Mise en place d'actions de formation, professionnalisation et suivi des salariés

Coordonner les relations entre les différents acteurs impliqués dans les clauses

Suivi et gestion des clauses sociales

Outil de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des clauses



L'accompagnement des entreprises

Pendant la consultation

- **Information** des entreprises soumissionnaires sur les conditions de mise en œuvre des clauses et sur l'offre d'insertion
- **Appui technique** pour renseigner l'annexe à l'insertion

Attribution du marché

- Prise de contact par l'entreprise pour **définir et valider la modalité d'exécution choisie**
- **Préparation de la mise en œuvre de l'engagement insertion :**
 - **Mise en relation avec les opérateurs** insertion susceptibles de répondre aux attentes et **choix du prestataire par l'entreprise**
 - **Appui au recrutement** (définition du profil de poste, mobilisation des partenaires emploi-insertion, pré-sélection des candidats en lien avec les partenaires)
 - **Validation de l'éligibilité des candidats orientés vers l'entreprise en amont de la mise en poste**

Début du chantier

- Mise en place des **tableaux de bord et des modalités de suivi** avec l'entreprise et les opérateurs insertion

Pendant le chantier

- **Suivi de la clause** en lien avec les opérateurs insertion et les entreprises

Fin du chantier

- **Bilan final de l'opération**
- Point sur les **suites de parcours professionnel** du salarié en lien avec l'entreprise et les partenaires emploi et insertion (**cellule de coordination des parcours**)



Achats
&
Services de l'Etat

Zoom sur les donneurs d'ordre





Achats
&
Services de l'Etat

Zoom sur les prescripteurs

Direction Interdépartementale des Routes Centre Ouest - DIRCO

Grégoire GEAI
directeur adjoint chargé du développement

[Retrouver les missions des DIR \[Atlantique – Centre Ouest\]](#)





Achats
&
Services de l'Etat

Zoom sur les prescripteurs

Etablissement du Services d'Infrastructure de la Défense de Bordeaux - ESID

Eric BELET
Chef du Service Achats Infrastructure





L'Établissement du **SID** de *Bordeaux*



11 octobre 2017

L'ESID de Bordeaux

assure le soutien de l'infrastructure au profit de l'ensemble des armes et services du Ministère des Armées sur sa zone d'action géographique comprenant les régions :

- Nouvelle Aquitaine ;
- Occitanie, pour la partie ex Midi Pyrénées.

Organisation territoriale de l'ESID de BORDEAUX

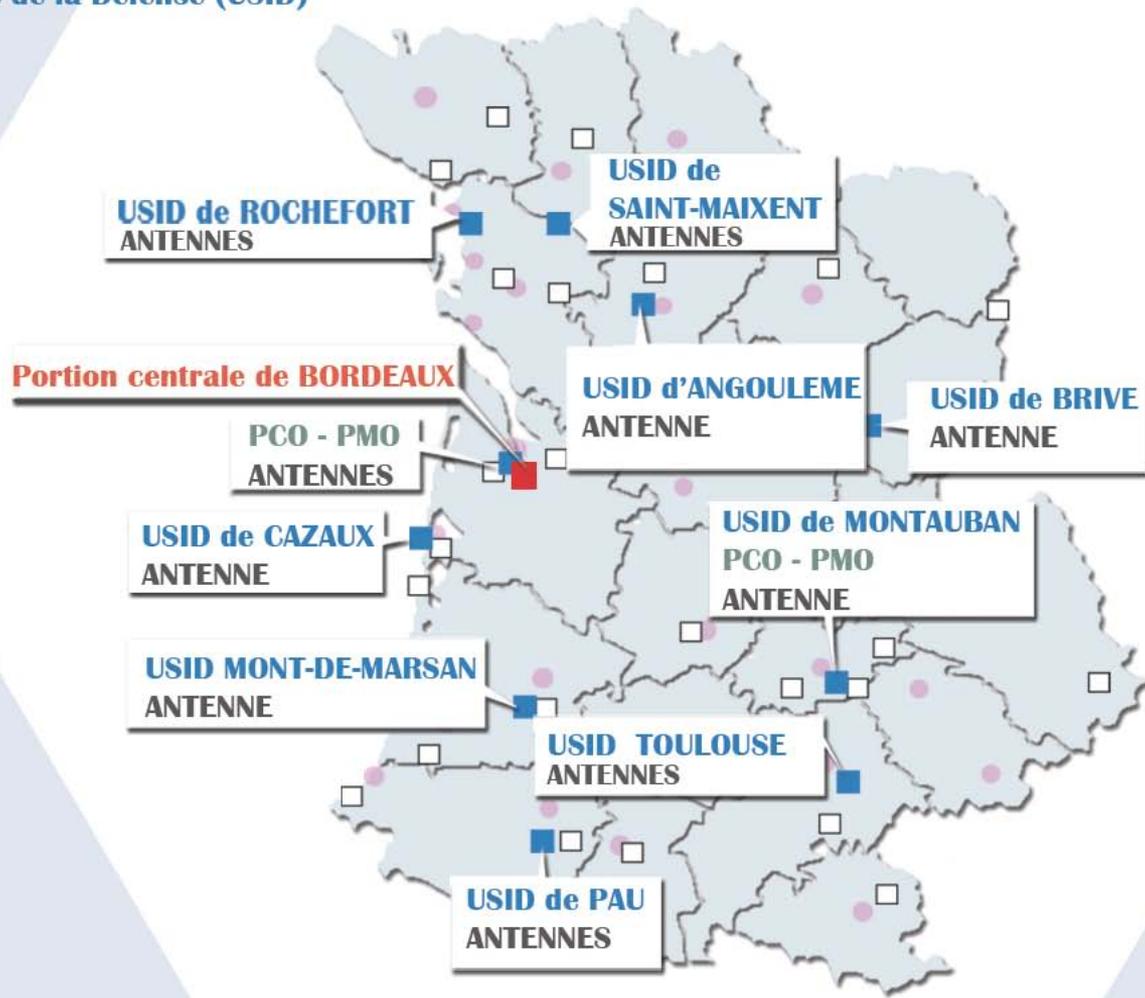
ESID de Bordeaux (ESID-BDX) – septembre 2017

■ Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense (ESID)

■ Unité Soutien Infrastructure de la Défense (USID)

□ Antenne

- ◆ 10 USID, 32 antennes, 36 régies et 3 antennes énergie ;
- ◆ 4,38 M de m² de SHOD soutenue ;
- ◆ 68 902 ha de domaine ;
- ◆ 479 immeubles ;
- ◆ 2 régions administratives ;
- ◆ 21 départements ;
- ◆ 10 bases de défenses ;
- ◆ 2 EMZD (Bordeaux et Lyon), 66 formations majeures dont 39 Armée de Terre, 6 bases aériennes, 1 marine, 5 centres DGA et 1 HIA ;
- ◆ 3 grands camps et 3 centres d'essais principaux, 230 champs de tir ;
- ◆ 1 675 500 km parcourus en 2016 soit 13 ETP ;



Assurer le soutien de l'infrastructure c'est :

- **ADMINISTRER** le domaine;
- **ENTRETENIR** le domaine;
- **ADAPTER** les infrastructures;
- **ASSURER** des missions particulières.

Différents métiers :

- Notaire;
- Maître d'ouvrage;
 - Conseil et assistance au commandement;
 - Rédaction des programmes des opérations;
 - Gestion des crédits liés à leur réalisation;
- Maîtrise d'œuvre intégrée;
- «Maintenancier» en régie.

Quelques exemples de besoins 2018

- La Teste (33) – Base aérienne de Cazaux : construction de 2 bâtiments pour l'installation définitive d'un escadron, infrastructures d'accueil d'une division ;
- La Rochelle (17) – Service des Pensions des Armées : construction d'un bâtiment archives ;
- Cognac (16) – Base aérienne : rénovation du réseau d'assainissement , réfection du plateau technique du mess ;
- Mont de Marsan (40) – Base aérienne : construction d'un bâtiment pour maintenance des moteurs M 88 ;
- Montauban (82) : construction des infrastructures pour le stockage des équipements du fantassin.



Achats
&
Services de l'Etat

Zoom sur les prescripteurs

Université de Bordeaux

Cédric CARCAILLON
Directeur des achats
Pôle finances et achats
Campus de Talence





Achats
&
Services de l'Etat

Zoom sur les prescripteurs

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur – SGAMI

Philippe BREGIER
Directeur de l'Immobilier





Achats
&
Services de l'Etat

Zoom sur les prescripteurs

Plate-forme Achats Finances (PFAF) Sud-Ouest - Ministère des Armées

Pascal HALGAND
adjoint au chef du bureau achats publics





Achats
&
Services de l'Etat

Zoom sur les prescripteurs

Département Immobilier
de la Justice de Bordeaux

Félix MOUROT
adjoint au chef du Département Immobilier





Achats
&
Services de l'Etat

Zoom sur les prescripteurs
CRED

Bruno LANGRONET
correspondant réserve





Achats
&
Services de l'Etat

AQUIBAT . 14 au 16 mars 2018



AQUIBAT

Le Salon des Pros du BTP

14-15-16
mars 2018

PARC DES EXPOSITIONS
BORDEAUX

**BOOSTEZ VOTRE BUSINESS
ET
RENCONTREZ DES EXPERTS**

| NUMÉRIQUE |
| ÉNERGIE |
| MATÉRIAUX |
| OPPORTUNITÉS MARCHÉ |
| SERVICES |

AQUIBAT.FR

Un événement organisé par
**CONGRÈS
ET EXPOSITIONS
DE BORDEAUX**
L'ÉVÉNEMENT, NOTRE MÉTIER

100% PRO | 100% BUSINESS | 100% INNOVATION

Le rendez-vous incontournable de votre profession



15 000
PROFESSIONNELS
ATTENDUS



350
EXPOSANTS



20 000
M² D'EXPOSITION



Achats
&
Services de l'Etat

Conclusion

Dominique DEVIERS
adjoint au Secrétaire Général pour les Affaires Régionales (S.G.A.R.)
en charge du pôle modernisation et moyens